



Ce rapport a été produit par OCHA Tanganyika en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1^{er} au 10/01/ 2017.

Faits saillants

- Le conflit intercommunautaire occasionne de nouveaux mouvements de population dans le territoire de Manono
- La Division provinciale de la santé est presque en rupture du stock d'alerte des médicaments de prise en charge contre le choléra
- Campagne de vaccination en cours contre la rougeole en faveur de plus de 200 000 enfants de 6 mois à 14 ans dans les zones de santé de Nyunzu et Kabalo

Aperçu de la situation



Personnes déplacées internes dans le site de regroupement de Kankomba (ville de Kalemie). Crédit photo : OCHA/ Roger Mwamba (le 10/01/2017)

Selon des sources concordantes, environ 15 000 personnes ont fui la localité de Mpiana ((90 km au sud de Manono centre) entre les 3 et 4 janvier 2017 suite aux affrontements entre les Twa et les Luba. Les mêmes sources parlent de plus de 10 morts, près de 40 blessés graves et l'incendie d'au moins 65 maisons d'habitations. La plupart des personnes déplacées se seraient dirigées dans des localités voisines sans garantie de sécurité. Ces affrontements interviennent près de deux semaines après ceux du 23 au 24 décembre dans l'aire de santé de Kayumba et qui auraient obligé près de 7 000 personnes à trouver refuge dans la cité de Kiambi (90 km de Manono centre).

Le Territoire de Manono vit un regain des violences intercommunautaires depuis le début du mois de décembre 2016 occasionnant l'insécurité dans la quasi-totalité de ses localités au point qu'une partie de sa

population s'est réfugiée dans les provinces voisines de Haut-Lomami et Haut-Katanga. La garantie de protection des personnes est tributaire de la majorité ethnique dans une contrée. L'accès difficile aux principaux axes de ravitaillement, sous contrôle de milices, affecte l'économie ; aucune activité champêtre n'est possible et toute tentative est punie de la mort. Les grandes agglomérations sont envahies par des déplacées internes installés dans des écoles, des églises et d'autres infrastructures publiques. Des sources humanitaires indiquent que la vulnérabilité de la plupart de ces déplacés internes s'aggrave et nécessite une réponse conséquente.

Dans la ville de Kalemie, les personnes déplacées vivant dans des familles d'accueil semblent avoir atteint les limites de leur résilience. Depuis le début de cette année, elles plaident pour une assistance humanitaire à l'instar des déplacés internes dans le site de Kaseke (quartier excentré de la ville de Kalemie) qui en ont bénéficié en décembre 2016. Les acteurs humanitaires reconnaissent la présence des milliers d'autres déplacés internes dans des sites spontanés installés dans la ville de Kalemie ainsi que le nombre élevé des personnes déplacées internes accueillies par des familles par rapport à celui de celles installées dans les sites de déplacement. Les efforts en cours n'étant pas à la hauteur, le plaidoyer doit continuer pour une réponse adéquate.

Besoins et réponses humanitaires

Education

- Au moins 150 écoles primaires du Territoire de Manono ne sont pas opérationnelles depuis décembre 2016 ; plus de 30 000 enfants de 6 à 12 ans ont fui l'insécurité causée par les conflits intercommunautaires. Selon le Fonds

des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ces écoles représentent 77,5% des établissements d'enseignement primaires dans les sous-divisions éducationnelles d'Ankoro et Manono.

- Entre juillet et décembre 2016, plus de 60 400 élèves ont vu leur scolarité perturbée suite à l'insécurité qui a contraint au moins 300 écoles primaires situées dans les territoires de Kabalo, Kalemie, Manono, Moba et Nyunzu à suspendre les cours. Le plus grand nombre de ces élèves sont en déplacement ; les activités de l'UNICEF et AVSI, dans le cadre du programme Réponse rapide aux mouvements de population, ne bénéficient qu'à 2% de ces enfants à travers l'organisation des cours de récupération scolaire dans les sites de Kioko, Nyemba, Bimbwi et Kaseke.



- La zone de santé d'Ankoro a enregistré 176 cas de choléra dont 6 décès à la première semaine de l'année 2017 (du 2 au 8 janvier), selon la Division provinciale de la santé (DPS). Menacée par la rupture totale du stock d'alerte des médicaments de lutte contre le choléra, la DPS y aurait envoyé un kit incomplet pour la prise en charge des malades. Ankoro est la septième zone de santé en épidémie de choléra dans le Tanganyika depuis juillet 2016 après celles de Kalemie, Nyemba, Kabalo, Moba, Kongolo et Kansimba. Plusieurs facteurs seraient à la base de cette flambée dont les plus importants sont relatifs à la panne de la centrale hydroélectrique de Bendera et les mouvements de population suite aux conflits intercommunautaires.
- Plus de 140 200 enfants de 6 mois à 14 ans vont bénéficier durant deux semaines (du 3 au 16 janvier) de la vaccination contre la rougeole dans 25 aires de la zone de santé de Kongolo grâce à l'appui technique de l'ONG ALIMA financée par l'UNICEF. La première phase de cette campagne de vaccination a atteint près de 39 000 enfants dans 6 aires de santé entre les 3 et 8 janvier. Entre temps, une autre campagne vaccination de masse est en cours depuis le 23 décembre dans la zone de santé de Nyunzu et cible plus de 86 500 enfants de 6 mois à 10 ans appuyée par Médecins sans frontières. En 2016, le Tanganyika a enregistré plus de 4 200 cas de rougeole dont environ 2 400 dans la seule zone de santé de Nyunzu.

Chiffres clés

4 823

Cas de choléra enregistrés dans le Tanganyika au cours de l'année 2016 (Source : DPS)

4 250

Cas de rougeole enregistrés dans le Tanganyika au cours de l'année 2016 (Source : DPS)

302

Ecoles primaires non opérationnelles dans les territoires de Kabalo, Kalemie, Manono, Moba et Nyunzu entre juillet et décembre 2016 aux conflits intercommunautaires (Source : UNICEF)

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Sophie Seged, Chef de Sous Bureau, OCHA - Kalemie, seged@un.org, tél : +243 81 70 61 220

Justin Luratwa, Chargé des Affaires Humanitaires Assistant/ Reporting, OCHA- Kalemie, luratwa@un.org, tél : +243 81 70 81 767

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél : +243 97 000 3750

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur www.unocha.org; www.reliefweb.int; ou <http://rdc.humanitarianresponse.info>